

65 (1970) Nr. 1

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1971 Nr. 65

---

---

A. TITEL

*NAVO-Overeenkomst inzake uitwisseling van technische gegevens  
voor defensiedoeleinden;  
Brussel, 19 oktober 1970*

**B. TEKST****Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense  
d'informations techniques**

Les Gouvernements de la Belgique, du Canada, du Danemark, de la France, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Norvège, du Portugal, de la Turquie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique;

Parties au Traité de l'Atlantique Nord, conclu à Washington le 4 avril 1949;

Considérant que l'Article 3 du Traité de l'Atlantique Nord prévoit que les Parties maintiendront et accroîtront leur capacité individuelle et collective de résistance à une attaque armée par le développement de leurs propres moyens et en se prêtant mutuellement assistance;

Considérant que cette capacité peut être accrue, entre autres moyens, par la communication, entre les Gouvernements Parties et les Organismes de l'OTAN, d'informations techniques faisant l'objet de droits de propriété en vue d'aider à la recherche pour la défense, la mise au point et la production d'équipements et de matériels militaires;

Considérant que les droits des propriétaires des informations techniques, ainsi communiquées, doivent être reconnus et protégés;

Sont convenus des dispositions suivantes:

**Article premier**

Aux fins du présent Accord:

(a) l'expression „à des fins de défense” signifie: „en vue de renforcer la capacité individuelle ou collective de défense des états parties au Traité de l'Atlantique Nord, que ce soit dans le cadre de programmes nationaux, bilatéraux ou multilatéraux ou lors de la mise en œuvre de projets de recherche, de mise au point, de production ou de logistique de l'OTAN”;

(b) l'expression „informations techniques faisant l'objet de droits de propriété” s'entend des renseignements de caractère technique, suffisamment explicites pour être employés et présentant une utilité dans l'industrie, et qui ne sont connus que de leur propriétaire et des personnes légalement ou contractuellement fondées à les connaître et ne sont donc pas accessibles au public. Les informations techniques faisant l'objet de droits de propriété peuvent comprendre, par exemple, des inventions, dessins, „know-how” et données;

**NATO Agreement on the communication of technical  
information for defence purposes**

The Governments of Belgium, Canada, Denmark, France, the Federal Republic of Germany, Greece, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Norway, Portugal, Turkey, the United Kingdom and the United States of America;

Parties to the North Atlantic Treaty signed in Washington on 4th April, 1949;

Considering that Article III of the North Atlantic Treaty provides that the Parties will maintain and develop their individual and collective capacity to resist armed attack by means of self-help and mutual assistance;

Considering that such capacity could be developed inter alia by the communication among Governments Parties and NATO Organizations of proprietary technical information to assist in defence research, development and production of military equipment and material;

Considering that rights of owners of proprietary technical information thus communicated should be recognised and protected;

Have agreed on the following provisions:

**Article I**

For the purpose of this Agreement:

(a) the term "for defence purposes" means for strengthening the individual or collective defence capabilities of the Parties to the North Atlantic Treaty either under national, bilateral or multilateral programmes, or in the implementation of NATO research, development, production or logistics projects;

(b) the term "proprietary technical information" means information which is technical in character, sufficiently explicit for use and has utility in industry, and which is known only to the owner and persons in privity with him and therefore not available to the public. Proprietary technical information may include, for example, inventions, drawings, know-how and data;

(c) l'expression „Organisme de l'OTAN” s'entend du Conseil de l'Atlantique Nord et de tout organisme subsidiaire civil ou militaire – y compris les quartiers généraux militaires internationaux – régi par les dispositions soit de la Convention sur le statut de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Ottawa le 20 septembre 1951, soit du Protocole sur le Statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du Traité de l'Atlantique Nord, signé à Paris le 28 août 1952;

(d) l'expression „Gouvernement ou Organisme d'origine” s'entend du Gouvernement Partie au présent Accord ou de l'organisme de l'OTAN qui, le premier, communique les informations techniques en tant qu'informations techniques faisant l'objet de droits de propriété;

(e) le terme „Destinataire” s'entend de tout Gouvernement Partie au présent Accord ou de tout organisme de l'OTAN ayant reçu des informations techniques communiquées en tant qu'informations techniques faisant l'objet de droits de propriété, que cette communication lui ait été faite directement par le gouvernement ou l'organisme d'origine ou par l'intermédiaire d'un autre destinataire;

(f) l'expression „communication à titre confidentiel” couvre la communication d'informations techniques à un nombre limité de personnes qui s'engagent à ne pas les communiquer à d'autres sauf dans les conditions spécifiées par le gouvernement ou l'organisme d'origine;

(g) l'expression „communication non autorisée” s'entend de toute communication d'informations techniques faisant l'objet de droits de propriété effectuée d'une manière non conforme aux conditions auxquelles cette communication a été faite au destinataire;

(h) l'expression „utilisation non autorisée” s'entend de toute utilisation d'informations techniques faisant l'objet de droits de propriété effectuée sans autorisation préalable ou sans tenir compte des conditions auxquelles ces informations techniques ont été communiquées au destinataire.

## Article II

A. Lorsqu'à des fins de défense, des informations techniques ont été communiquées par un gouvernement ou un organisme d'origine à un ou plusieurs destinataires en tant qu'informations techniques faisant l'objet de droits de propriété, chaque destinataire, sous réserve des dispositions du paragraphe B du présent Article, est responsable de la sauvegarde de ces informations en tant qu'informations techniques faisant l'objet de droits de propriété ayant été communiquées à titre confidentiel. Le destinataire traite lesdites informations techniques conformément aux conditions imposées et prend les mesures appropriées compatibles avec ces conditions afin d'éviter que ces informations ne soient communiquées à quiconque, publiées, utilisées

(c) the term "NATO Organization" means the North Atlantic Council and any subsidiary civilian or military body, including International Military Headquarters, to which apply the provisions of either the Agreement on the Status of the North Atlantic Treaty Organizations, National Representatives and International Staff signed in Ottawa on the 20th of September, 1951, or the Protocol on the Status of International Military Headquarters set up pursuant to the North Atlantic Treaty, signed in Paris on the 28th of August, 1952;

(d) the term "Government or Organization of Origin" means the Government Party to this Agreement or NATO Organization first communicating technical information as being proprietary;

(e) the term "Recipient" means any Government Party to this Agreement or any NATO Organization receiving technical information communicated as proprietary either directly by the Government or Organization of Origin or through another Recipient;

(f) the term "disclosure in confidence" means disclosure of technical information to a limited number of persons who undertake not to disclose the information further except under the conditions specified by the Government or Organization of Origin;

(g) the term "unauthorised disclosure" refers to any communication of proprietary technical information which is not in accordance with the conditions under which it was communicated to the Recipient;

(h) the term "unauthorised use" refers to any use of proprietary technical information made without prior authorisation or not in accordance with the conditions under which it was communicated to a Recipient.

## Article II

A. When for defence purposes, technical information is communicated by a Government or Organization of Origin, to one or more Recipients as proprietary technical information, each Recipient shall, subject to the provisions of paragraph B of this Article, be responsible for safeguarding this information as proprietary technical information which has been disclosed in confidence. The Recipient shall treat this technical information in accordance with any conditions imposed and take appropriate steps compatible with these conditions to prevent this information from being communicated to anyone, published or used without authorisation or treated in any other manner likely to cause damage to the owner. If a Recipient

sans autorisation, ou traitées de toute autre manière susceptible de porter préjudice au propriétaire. Si un destinataire désire faire modifier les conditions imposées, il doit, à moins qu'il n'en soit autrement convenu, adresser à cet effet une demande au gouvernement ou à l'organisme d'origine qui a fourni les informations techniques faisant l'objet de droits de propriété.

B. Si un destinataire constate qu'une partie quelconque des informations techniques à lui communiquées comme faisant l'objet de droits de propriété était, au moment de la communication, déjà en sa possession ou à sa disposition ou était, lors de la communication ou à tout moment ultérieur, dans le domaine public, ce destinataire doit, dans la mesure où les impératifs de sécurité le permettent, aviser le plus rapidement possible le gouvernement ou l'organisme d'origine de ce fait et prendre, le cas échéant, avec ce dernier toutes dispositions appropriées en vue de maintenir le caractère confidentiel et la sauvegarde du secret militaire, et d'assurer le renvoi des documents.

C. Aucune des dispositions du présent Accord ne saurait être interprétée comme limitant les possibilités du destinataire d'utiliser tout moyen de défense dont il peut disposer en cas de désaccord à la suite d'une communication d'informations techniques.

### Article III

A. Si le propriétaire d'informations techniques, faisant l'objet de droits de propriété qui ont été communiquées à des fins de défense subit un préjudice du fait de leur communication ou de leur utilisation non autorisées par un destinataire ou par quiconque a reçu les informations de ce destinataire, ce dernier doit dédommager le propriétaire des informations techniques:

- lorsqu'il s'agit d'un gouvernement, conformément à son droit national;
- lorsqu'il s'agit d'un organisme de l'OTAN et à moins que les parties intéressées n'en aient décidé autrement, conformément au droit du pays dans lequel est situé le siège de l'organisme.

Un tel dédommagement sera versé soit directement au propriétaire, soit au gouvernement ou à l'organisme d'origine si ce dernier dédommage lui-même le propriétaire. Dans ce dernier cas, et à moins qu'il n'en soit convenu autrement, le montant à payer par le destinataire ne sera pas affecté par le montant du dédommagement versé par le gouvernement ou l'organisme d'origine.

B. Dans la mesure compatible avec leurs exigences en matière de sécurité, les destinataires et le gouvernement ou l'organisme d'origine se fournissent mutuellement toutes preuves et tous renseignements dont ils disposent et se prêtent toute autre assistance utile pour évaluer le préjudice subi et le dédommagement.

should desire to have the imposed conditions modified, this Recipient shall, unless otherwise agreed, address any request to this effect to the Government or Organization of Origin from which the proprietary technical information was received.

B. If a Recipient ascertains that any part of the technical information communicated to it as proprietary technical information was, at the time of the communication, already in its possession or available to it, or was then or at any time becomes available to the public, the Recipient shall, so far as security requirements permit, notify the Government or Organization of Origin of that fact as soon as possible and if necessary make appropriate arrangements with the latter for continuation of confidence, for maintenance of defence security and for return of documents.

C. Nothing in this Agreement shall be considered as limiting any defence available to a Recipient in any disagreement resulting from any communication of technical information.

### Article III

A. If the owner of proprietary technical information which has been communicated for defence purposes suffers damage through unauthorised disclosure or use of the information by a Recipient or anyone to whom this Recipient has disclosed the information, this Recipient shall compensate the owner:

- when it is a government, in conformity with the national law of this Recipient;
- when it is a NATO Organization, unless otherwise agreed by the parties concerned, in conformity with the law of the country in which the Headquarters of this organization is located.

Such compensation shall be made either directly to the owner or to the Government or Organization of Origin if the latter itself compensates the owner. In the latter case, the amount to be paid by the Recipient will not be affected by the amount of compensation paid by the Government or Organization of Origin, unless otherwise agreed.

B. Recipients and the Government or Organization of Origin, so far as their security requirements permit, shall furnish each other with any evidence and information available and accord other appropriate assistance to determine damage and compensation.

C. A la requête d'un gouvernement partie au présent Accord ou d'un organisme de l'OTAN intéressé, un Comité consultatif, composé exclusivement de représentants des gouvernements et des organismes de l'OTAN que l'affaire concerne, peut être créé pour procéder à une enquête et à un examen des preuves et faire rapport aux parties intéressées sur l'origine, la nature et l'étendue du préjudice subi. Ce Comité peut demander au Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de charger un membre du Secrétariat International de faire partie du Comité en tant qu'observateur ou en tant que représentant du Secrétaire Général.

D. Aucune des dispositions du présent Article ne doit être considérée comme affectant les droits que le propriétaire lésé peut avoir à l'encontre de tout gouvernement ou de tout organisme de l'OTAN.

#### Article IV

Les gouvernements parties au présent Accord mettront au point, au sein du Conseil Atlantique, les procédures nécessaires à l'application dudit Accord. Ces procédures contiendront en particulier des dispositions régissant:

(a) la communication, la réception et l'utilisation d'informations techniques faisant l'objet de droits de propriété dans le cadre du présent Accord;

(b) les modalités de la participation des organismes de l'OTAN à la communication, à la réception et à l'utilisation d'informations techniques faisant l'objet de droits de propriété;

(c) la création et le fonctionnement du Comité consultatif prévu à l'Article III C ci-dessus;

(d) les demandes de modification, prévues à l'Article II A, des conditions imposées relativement à des informations techniques faisant l'objet de droits de propriété.

#### Article V

1. Aucune des dispositions du présent Accord ne saurait être interprétée comme portant atteinte aux engagements en matière de sécurité entre gouvernements parties audit Accord.

2. Chacun des destinataires assigne à toutes les informations techniques faisant l'objet de droits de propriété qui, en vertu du présent Accord, ont été mises à sa disposition, au moins la même classification de sécurité que celle assignée à ces informations par le gouvernement ou l'organisme d'origine.



C. At the request of a Government Party to this Agreement or a NATO Organization concerned, an Advisory Committee composed solely of representatives of the Governments and NATO Organizations involved in the transaction may be created to investigate and examine evidence and report to the parties concerned on the origin, nature and scope of any damage. This Committee may request the Secretary General of the North Atlantic Treaty Organization to designate a member of the International Staff to be a member of the Committee as an observer or as a representative of the Secretary General.

D. Nothing in this Article shall impair any rights that the injured owner may have against any Government or NATO Organization.

#### Article IV

The Governments Parties to this Agreement shall develop within the North Atlantic Treaty Council procedures for the implementation of this Agreement. In particular these Procedures shall contain provisions governing:

(a) the communication, receipt and use of proprietary technical information under this Agreement;

(b) the participation of NATO Organizations in the communication, receipt and use of proprietary technical information;

(c) the creation and operation of the Advisory Committee provided for in Article III.C. above;

(d) requests for changes of conditions imposed on proprietary technical information, as envisaged by Article II.A. above.

#### Article V

1. Nothing in this Agreement shall be interpreted as affecting security commitments between or amongst Governments Parties to this Agreement.

2. Each Recipient shall accord to all proprietary technical information made available to it under the terms of this Agreement at least the same degree of security as that technical information has been accorded by the Government or Organization of Origin.

## Article VI

1. Aucune des dispositions du présent Accord n'empêchera les gouvernements parties audit Accord de continuer à appliquer les accords existants ni ne leur interdira de conclure entre eux d'autres accords dans le même sens.

2. Aucune des dispositions du présent Accord ne saurait être interprétée comme portant atteinte à celles de l'Accord OTAN pour la sauvegarde mutuelle du secret des inventions intéressant la défense et ayant fait l'objet de demandes de brevet, signé à Paris le 21 septembre 1960.

## Article VII

Aucune des dispositions du présent Accord ne s'appliquera à la communication ou à l'utilisation des informations techniques relevant du domaine de l'énergie atomique.

## Article VIII

A. Les instruments de ratification ou d'approbation du présent Accord seront déposés aussitôt que possible auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui notifiera la date de ces dépôts à chaque gouvernement signataire et au Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Le présent Accord entrera en vigueur 30 jours après le dépôt par deux états signataires de leurs instruments de ratification ou d'approbation. Il entrera en vigueur pour chacun des autres états signataires 30 jours après le dépôt de son instrument de ratification ou d'approbation.

B. Le Conseil de l'Atlantique Nord fixera les dates à partir desquelles le présent Accord s'appliquera ou cessera de s'appliquer aux organismes de l'OTAN.

## Article IX

Toute Partie au présent Accord pourra y mettre fin en ce qui la concerne un an après avoir avisé de sa dénonciation le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui informera les autres gouvernements signataires et le Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord du dépôt de chaque instrument de dénonciation. La dénonciation n'affectera cependant pas les obligations contractées et les droits ou facultés acquis antérieurement par les parties en vertu des dispositions du présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les Représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

### Article VI

1. Nothing in this Agreement shall prevent the Governments Parties from continuing existing agreements or entering into new agreements among themselves for this same purpose.

2. Nothing in this Agreement shall be interpreted as affecting the provisions of the NATO Agreement for the Mutual Safeguarding of Secrecy of Inventions relating to Defence and for which Applications for Patents have been made, signed in Paris on the 21st of September, 1960.

### Article VII

Nothing in this Agreement shall apply to the communication or use of technical information relating to atomic energy.

### Article VIII

A. The instruments of ratification or approval of this Agreement shall be deposited as soon as possible with the Government of the United States of America which will inform each signatory Government and the NATO Secretary General of the date of deposit of each instrument.

This Agreement shall enter into force 30 days after deposit by two signatory Parties of their instruments of ratification or approval. It shall enter into force for each of the other signatory Parties 30 days after the deposit of its instruments of ratification or approval.

B. The North Atlantic Council will fix the date on which the present Agreement will begin or will cease to apply to NATO Organizations.

### Article IX

Any Party may cease to be a party to this Agreement one year after its notice of denunciation has been given to the Government of the United States of America, which will inform the other signatory Governments and the Secretary General of the North Atlantic Treaty Organization of the deposit of each notice of denunciation. Denunciation shall not, however, effect obligations already contracted and the rights or prerogatives previously acquired by Parties under the provisions of this Agreement.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned representatives duly authorised thereto, have signed this Agreement.

FAIT à Bruxelles le 19 octobre 1970 en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont copie certifiée conforme sera transmise par ce Gouvernement à chacun des autres Gouvernements signataires, ainsi qu'au Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Pour le Royaume de Belgique:  
For the Kingdom of Belgium:

(s.) A. DE STAERCKE

Pour le Canada:  
For Canada:

(s.) ROSS CAMPBELL

Pour le Royaume de Danemark:  
For the Kingdom of Denmark:

(s.) H. HJORTH-NIELSEN

Pour la France:  
For France:

„L'adhésion de la France au présent accord ne saurait en rien modifier la position prise par elle vis à vis de l'organisation militaire intégrée de l'Alliance Atlantique, position exposée dans l'Aide Mémoire des 8 et 10 mars 1966 adressé par le Gouvernement français aux quatorze autres membres de l'alliance.”

(s.) F. DE ROSE

Pour la République Fédérale d'Allemagne:  
For the Federal Republic of Germany:

(s.) W. G. GREWE

Pour le Royaume de Grèce:  
For the Kingdom of Greece:

(s.) PH. A. CAVALIERATO

Pour l'Italie:  
For Italy:

(s.) CARLO DE FERRARIIS SALZANO

DONE in Brussels this 19th day of October 1970 in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America, which will transmit a duly certified copy to the other signatory Governments and to the Secretary General of the North Atlantic Treaty Organization.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:  
For the Grand Duchy of Luxembourg:

(s.) L. SCHAUS

Pour le Royaume des Pays-Bas:  
For the Kingdom of the Netherlands:

(s.) H. N. BOON

Pour le Royaume de Norvège:  
For the Kingdom of Norway:

(s.) H. W. FREIHOW

Pour le Portugal:  
For Portugal:

(s.) ALBANO NOGUEIRA

Pour la Turquie:  
For Turkey:

(s.) NURI BIRGI

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:  
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(s.) B. BURROWS

Pour les Etats-Unis d'Amérique:  
For the United States of America:

(s.) ROBERT ELLSWORTH

---

C. VERTALING**NAVO-Overeenkomst inzake de uitwisseling van technische gegevens voor defensiedoeleinden**

De Regeringen van België, Canada, Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, Frankrijk, Griekenland, Italië, Luxemburg, Nederland, Noorwegen, Portugal, Turkije, het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten van Amerika;

Partij bij het op 4 april 1949 te Washington ondertekende Noord-Atlantisch Verdrag;

Overwegend dat artikel 3 van het Noord-Atlantisch Verdrag bepaalt dat de Partijen hun individueel en collectief vermogen om een gewapende aanval te weerstaan zullen handhaven en ontwikkelen door zichzelf te versterken en elkander hulp te verlenen;

Overwegend dat een zodanig vermogen onder andere zou kunnen worden ontwikkeld door de uitwisseling van technische gegevens in particulier bezit om mee te werken aan defensie-onderzoek, ontwikkeling en vervaardiging van militaire uitrusting en materiaal tussen de Regeringen die Partij zijn en de NAVO-organisaties;

Overwegend dat de rechten van eigenaars van in particulier bezit zijnde technische gegevens, welke zijn uitgewisseld, dienen te worden erkend en beschermd;

Zijn de volgende bepalingen overeengekomen:

**Artikel I**

Voor de toepassing van deze Overeenkomst:

(a) wordt onder „voor defensiedoeleinden” verstaan: met het oog op versterking van het individuele of collectieve defensievermogen van de Partijen bij het Noord-Atlantisch Verdrag, hetzij op grond van nationale, bilaterale of multilaterale programma's, hetzij bij de uitvoering van NAVO-projecten voor onderzoek, ontwikkeling, productie of logistiek;

(b) wordt onder „technische gegevens in particulier bezit” verstaan: inlichtingen die technisch van aard zijn, uitvoerig genoeg om er gebruik van te maken en nuttig voor de industrie, alleen bekend aan de eigenaar en zijn ingewijden en dientengevolge niet beschikbaar voor het publiek. Technische gegevens in particulier bezit kunnen bijvoorbeeld onder meer omvatten uitvindingen, tekeningen, technische kennis en gegevens;

(c) wordt onder „NAVO-organisatie” verstaan: de Noord-Atlantische Raad en burgerlijke of militaire hulporganen, met inbegrip

van Internationale Militaire Hoofdkwartieren, waarop de bepalingen van toepassing zijn hetzij van het Verdrag nopens de rechtspositie van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie, van de nationale vertegenwoordigers bij haar organen en van haar internationale staf, ondertekend te Ottawa op 20 september 1951, hetzij van het Protocol nopens de rechtspositie van Internationale Militaire Hoofdkwartieren, ingesteld uit hoofde van het Noord-Atlantisch Verdrag, ondertekend te Parijs op 28 augustus 1952;

(d) wordt onder „Regering of Organisatie van Oorsprong” verstaan: de Regering die Partij is bij deze Overeenkomst of elke NAVO-organisatie die het eerst technische gegevens mededeelt die in particulier bezit zijn;

(e) wordt onder „Ontvanger” verstaan: elke Regering die Partij is bij deze Overeenkomst of elke NAVO-organisatie die technische gegevens ontvangt, ten aanzien waarvan, hetzij rechtstreeks door de Regering of Organisatie van Oorsprong, hetzij via een andere Ontvanger, is medegedeeld dat zij in particulier bezit zijn;

(f) wordt onder „vertrouwelijke openbaarmaking” verstaan: de openbaarmaking van technische gegevens aan een beperkt aantal personen dat zich verbindt geen verdere bekendheid aan de gegevens te geven, behalve op de voorwaarden aangegeven door de Regering of Organisatie van Oorsprong;

(g) wordt onder „onbevoegde openbaarmaking” verstaan: elke mededeling van technische gegevens in particulier bezit die niet in overeenstemming is met de voorwaarden waarop zij aan de Ontvanger waren medegedeeld;

(h) wordt onder „onbevoegd gebruik” verstaan: elk gebruik van technische gegevens in particulier bezit zonder voorafgaande machtiging of niet in overeenstemming met de voorwaarden waarop zij aan een Ontvanger waren medegedeeld.

## Artikel II

A. Wanneer voor defensiedoeleinden door een Regering of Organisatie van Oorsprong aan een of meer Ontvangers technische gegevens worden medegedeeld, die in particulier bezit zijn, is iedere Ontvanger, behoudens het bepaalde in paragraaf B van dit artikel, verantwoordelijk voor de bescherming van deze gegevens, als technische gegevens in particulier bezit die vertrouwelijk openbaar zijn gemaakt. De Ontvanger behandelt deze technische gegevens overeenkomstig alle opgelegde voorwaarden en neemt passende en met deze voorwaarden verenigbare maatregelen om te voorkomen dat deze gegevens aan iemand worden medegedeeld, worden gepubliceerd of gebruikt zonder machtiging dan wel behandeld op enigerlei andere wijze die de eigenaar schade zou kunnen berokkenen. Indien een Ontvanger de opgelegde voorwaarden veranderd wenst te zien richt

hij, tenzij anders overeengekomen, elk verzoek hiertoe tot de Regering of Organisatie van Oorsprong van wie de technische gegevens in particulier bezit waren ontvangen.

B. Indien een Ontvanger vaststelt dat een deel van de hem als technische gegevens in particulier bezit medegedeelde technische gegevens op het tijdstip van de mededeling reeds in zijn bezit of te zijner beschikking was, of te eniger tijd ter beschikking van het publiek was of zal komen, stelt de Ontvanger, voor zover de veiligheidseisen zulks toelaten, de Regering of Organisatie van Oorsprong zo spoedig mogelijk van dit feit in kennis en indien nodig treft hij passende regelingen met deze laatste voor het behoud van het vertrouwelijk karakter, voor de handhaving van de defensieveiligheid en voor de teruggave van documenten.

C. Geen enkele bepaling in deze Overeenkomst kan worden beschouwd als een beperking van een de Ontvanger ter beschikking staand verweer bij elk verschil van mening voortvloeiend uit uitwisseling van technische gegevens.

### Artikel III

A. Indien de eigenaar van technische gegevens in particulier bezit die voor defensiedoeleinden zijn uitgewisseld schade lijdt door de onbevoegde openbaarmaking of het onbevoegde gebruik van de gegevens door een Ontvanger of door degenen aan wie deze Ontvanger de gegevens openbaar heeft gemaakt, dient deze Ontvanger de eigenaar de schade te vergoeden:

- wanneer het een Regering betreft overeenkomstig de nationale wet van deze Ontvanger;
- wanneer het een NAVO-organisatie betreft, tenzij de betrokken partijen anders overeenkomen, overeenkomstig de wet van het land waar het Hoofdkwartier van deze organisatie is gevestigd.

Een zodanige schadevergoeding wordt betaald hetzij rechtstreeks aan de eigenaar hetzij aan de Regering of Organisatie van Oorsprong indien de laatstgenoemde zelf de eigenaar de schade vergoedt. In het laatste geval is het door de Regering of Organisatie van Oorsprong betaalde bedrag van de schadevergoeding niet van invloed op het bedrag dat door de Ontvanger moet worden betaald, tenzij anders overeengekomen.

B. Ontvangers en de Regering of Organisatie van Oorsprong verstreken elkaar, voor zover hun veiligheidseisen zulks toelaten, alle bewijsmateriaal en gegevens die beschikbaar zijn en verlenen andere passende bijstand ter bepaling van de schade en de schadevergoeding.



C. Op verzoek van een Regering die Partij is bij deze Overeenkomst, of van een betrokken NAVO-organisatie, kan een Commissie van Advies worden ingesteld, die uitsluitend is samengesteld uit vertegenwoordigers van de bij de transactie betrokken Regeringen en NAVO-organisaties, ten einde het bewijsmateriaal te onderzoeken en te bestuderen en de betrokken Partijen verslag uit te brengen over de oorsprong, aard en omvang van de schade. Deze Commissie kan de Secretaris-Generaal van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie verzoeken, een lid van de Internationale Staf aan te wijzen als lid van de Commissie in de hoedanigheid van waarnemer of vertegenwoordiger van de Secretaris-Generaal.

D. Geen enkele bepaling in dit artikel maakt inbreuk op de rechten die de benadeelde eigenaar kan doen gelden tegenover een Regering of een NAVO-organisatie.

#### Artikel IV

De Regeringen die Partij zijn bij deze Overeenkomst werken binnen de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie regelingen uit voor de toepassing van deze Overeenkomst. Deze regelingen omvatten in het bijzonder bepalingen betreffende:

(a) de mededeling, de ontvangst en het gebruik krachtens deze Overeenkomst van technische gegevens in particulier bezit;

(b) de deelneming van NAVO-organisaties in de mededeling, de ontvangst en het gebruik van technische gegevens in particulier bezit;

(c) de oprichting en de werking van de Commissie van Advies bedoeld in artikel III, letter C;

(d) verzoeken om verandering van de voorwaarden opgelegd aan technische gegevens in particulier bezit zoals bedoeld in artikel II, letter A.

#### Artikel V

1. Geen enkele bepaling in deze Overeenkomst wordt zo uitgelegd dat zij afbreuk doet aan de verbintenissen inzake beveiliging tussen de Regeringen die Partij zijn bij deze Overeenkomst.

2. Elke Ontvanger kent alle technische gegevens in particulier bezit die hem ter beschikking worden gesteld krachtens deze Overeenkomst ten minste dezelfde rubriceringsgraad toe als aan die technische gegevens is toegekend door de Regering of Organisatie van Oorsprong.

#### Artikel VI

1. Geen enkele bepaling in deze Overeenkomst belet de Regeringen die Partij zijn bij deze Overeenkomst, bestaande Overeenkomsten van eenzelfde strekking in stand te houden of onderling nieuwe Overeenkomsten te sluiten.

2. Geen enkele bepaling in deze Overeenkomst wordt zo uitgelegd dat zij de bepalingen aantast van de NAVO-Overeenkomst betreffende de wederzijdse geheimhouding van uitvindingen die voor de verdediging van belang zijn en onderwerp van octrooiaanvragen vormen, ondertekend te Parijs op 21 september 1960.

#### Artikel VII

Geen enkele bepaling in deze Overeenkomst is van toepassing op de mededeling of het gebruik van technische gegevens betreffende atoomenergie.

#### Artikel VIII

A. De akten van bekrachtiging of goedkeuring van deze Overeenkomst worden zo spoedig mogelijk nedergelegd bij de Regering van de Verenigde Staten van Amerika die de datum van nederlegging van elke akte aan elke ondertekenende Regering en de Secretaris-Generaal van de NAVO mededeelt.

Deze Overeenkomst treedt in werking dertig dagen na de nederlegging door twee ondertekenende Staten van hun akte van bekrachtiging of goedkeuring. Ten aanzien van elk der overige ondertekenende Staten treedt zij in werking dertig dagen na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging of goedkeuring.

B. De Noord-Atlantische Raad stelt de datum vast waarop deze Overeenkomst van toepassing zal worden of niet langer van toepassing zal zijn op NAVO-organisaties.

#### Artikel IX

Elke Partij kan ophouden partij bij deze Overeenkomst te zijn een jaar nadat zij kennisgeving van opzegging heeft gedaan aan de Regering van de Verenigde Staten van Amerika, die de andere ondertekenende Regeringen en de Secretaris-Generaal van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie de nederlegging van elke kennisgeving van opzegging mededeelt. De opzegging tast echter de door Partijen uit hoofde van de bepalingen van deze Overeenkomst reeds aangegane verplichtingen en verkregen rechten of voorrechten niet aan.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondertekenende vertegenwoordigers, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Brussel 19 oktober 1970 in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in één enkel exemplaar dat wordt nedergelegd in het archief van de Regering van de Verenigde Staten van Amerika, die hiervan een gewaarmerkt af-

schrift aan de andere ondertekenende Regeringen en aan de Secretaris-Generaal van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie zal doen toekomen.

(Zie voor de ondertekeningen blz. 12 en 13 van dit Tractatenblad.)

#### D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

#### E. BEKRACHTIGING

Overeenkomstig artikel VIII, letter A, eerste lid, van de Overeenkomst heeft de volgende Staat een akte van bekrachtiging bij de Regering van de Verenigde Staten van Amerika nedergelegd:

Canada	20 oktober 1970
de Verenigde Staten van Amerika	8 januari 1971

#### G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zijn ingevolge artikel VIII, letter A, tweede lid, in werking getreden op 7 februari 1971 voor Canada en de Verenigde Staten van Amerika.

Voor de Staten welke na 8 januari 1971 de Overeenkomst bekrachtigen of goedkeuren treden zij in werking dertig dagen na de nederlegging van de betreffende akte van bekrachtiging of goedkeuring.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst voor het gehele Koninkrijk gelden.

#### J. GEGEVENS

Van het op 4 april 1949 te Washington tot stand gekomen Noord-atlantisch Verdrag, naar welk Verdrag onder meer in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* J 355; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1955, 106.

Van de op 21 september 1960 te Parijs tot stand gekomen Overeenkomst betreffende de wederzijdse geheimhouding van uitvindingen die voor de verdediging van belang zijn en onderwerp van octrooi-aanvragen vormen, naar welke Overeenkomst in artikel VI, tweede lid, van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1961, 82; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1964, 161.

Van het op 20 september 1951 te Ottawa tot stand gekomen Verdrag nopens de rechtspositie van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie, van de nationale vertegenwoordigers bij haar organen en van haar internationale staf, naar welk Verdrag wordt verwezen in artikel 1, letter c, van de onderhavige Overeenkomst, zijn de Engelse en de Franse tekst geplaatst in *Trb.* 1951, 139. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1954, 82.

Van het op 28 augustus 1952 te Parijs tot stand gekomen Protocol bij het op 19 juni 1951 te Londen gesloten Verdrag tussen de Staten die partij zijn bij het Noordatlantisch Verdrag – nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten – nopens de rechtspositie van internationale militaire hoofdkwartieren, ingesteld uit hoofde van het Noordatlantisch Verdrag, naar welk Protocol wordt verwezen in artikel 1, letter c, van de onderhavige Overeenkomst, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1953, 11. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1970, 34.

Vergelijk ook de op 29 mei en 6 juni 1963 te Kopenhagen tussen de Nederlandse en de Deense Regering gewisselde nota's, de op 30 oktober 1963 te Londen tussen de Nederlandse en de Britse Regering gewisselde nota's en de op 29 mei 1964 tussen de Nederlandse en de Italiaanse Regering gewisselde nota's betreffende de wederzijdse geheimhouding van uitvindingen die voor de verdediging van belang zijn en onderwerp van octrooiaanvragen vormen (tekst respectievelijk in *Trb.* 1963, 103, *Trb.* 1964, 13 en *Trb.* 1964, 124).

Uitgegeven de vijftiende april 1971.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
J. LUNS.